



EN EMBARGO jusque vendredi 30 octobre 10:00 CET/09:00 GMT/05:00 EDT

À l'attention des médias seulement

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La réponse mondiale au changement climatique garde la porte ouverte à la limite de température de 2 degrés Celsius

Un nouveau rapport de l'ONU résume les plans d'action climat nationaux de 146 pays en amont de Paris

(Berlin, le 30 octobre 2015) - Un effort mondial sans précédent est en cours pour lutter contre le changement climatique, ce qui renforce la confiance dans le fait que les pays peuvent atteindre l'objectif annoncé de maintenir la hausse des températures mondiales endessous de 2 degrés Celsius, et ce, de façon rentable.

Un nouveau rapport publié aujourd'hui évalue l'impact collectif de plus de 140 plans d'action climat nationaux. Il indique qu'ensemble, ils peuvent ralentir les émissions mondiales entrant dans l'atmosphère de façon considérable.

Une autre conclusion clé révèle que l'impact conjoint des contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) mènera à une chute des émissions par personne au cours des 15 prochaines années.

«Ces INDC - ou plans d'action climat nationaux figurent d'acomptes clairs et résolus envers une nouvelle ère d'ambition climatique de la communauté internationale. Les gouvernements aux quatre coins du monde ont signalé par le biais de leurs INDC qu'ils sont déterminés à jouer leur rôle en fonction de leurs circonstances nationales et de leurs capacités», a déclaré Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).



«Pleinement mis en œuvre, ces plans commencent ensemble à ouvrir une brèche significative dans la croissance des émissions de gaz à effet de serre: ils font office de plancher et fournissent la fondation sur laquelle une plus grande ambition pourra être construite. Je suis confiante dans le fait que ces INDC ne sont pas la dernière étape de ce que les pays sont prêts à faire et à accomplir au fil du temps. La voie d'un futur au climat plus sûr est engagée et l'accord qui sera atteint à Paris peut confirmer et catalyser cette transition», a-t-elle ajouté.

[Le rapport publié aujourd'hui](#) par le secrétariat de la CCNUCC saisit l'impact global des plans climat nationaux de 146 pays en date du 1er octobre 2015. Ceci comprend 119 INDC distinctes de 147 Parties à la CCNUCC, dont l'Union européenne, une seule Partie représentant 28 pays.

Depuis, davantage d'INDC ont été soumises et d'autres encore à venir.

Les 146 plans comprennent tous les pays développés et les trois quarts des pays en développement sous l'égide de la CCNUCC, couvrant 86% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit presque quatre fois le niveau de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, le premier traité international de réduction des émissions qui requiert des diminutions d'émissions de la part des pays industrialisés.

L'un des résultats clés est que les INDC feront baisser la moyenne mondiale des émissions par personne jusqu'à 8% d'ici 2025 et jusqu'à 9% en 2030.

«Les INDC ont la capacité de limiter l'élévation de la température prévue d'environ 2,7 degrés Celsius d'ici 2100, ce qui n'est en aucun cas suffisant, mais se situe beaucoup plus bas que les quatre, cinq degrés voire plus de réchauffement projetés par beaucoup avant les INDC», a déclaré Mme Figueres.

Le rapport du secrétariat n'évalue pas directement les implications de changement de température d'ici la fin du siècle dans le cadre des INDC parce que les informations sur les émissions après 2030 sont requises.



Cependant, d'autres analyses indépendantes, en se basant sur une gamme d'hypothèses, méthodologies et sources de données, ont essayé d'évaluer l'impact des INDC sur la température, ce qui a conduit à des fourchettes d'estimations supérieures et inférieures à 3 degrés Celsius.

Principalement, toutes indiquent des niveaux d'émissions plus ou moins similaires en 2025 et 2030, et toutes confirment que les INDC, si pleinement mises en œuvre, sont une avancée positive et importante par rapport aux scénarios précédents.

«Ces plans fixent un chemin déterminé, constatant clairement qu'une action climatique réussie atteint non seulement un faible niveau d'émissions mais aussi une foule de bénéfices économiques et sociaux pour les gouvernements, les citoyens et les entreprises», a-t-elle ajouté.

«Soutenus par une aide financière aux pays en développement, une destination claire à long terme de neutralité climatique au cours de la deuxième moitié du siècle et une progression de l'ambition de manière structurée, transparente et opportune, les INDC fournissent une partie inspirante de ce qui deviendra l'accord de Paris», a déclaré Mme Figueres.

Les INDC peuvent avoir un impact significatif sur la courbe des émissions

Les conclusions clés en plus de détails

- Les INDC sont majoritairement de portée nationale et certaines incluent des mesures immédiates, soulignant la reconnaissance par les gouvernements de l'urgence d'accroître l'ambition avant et après 2020, lorsque le nouvel accord sur le changement climatique entrera en vigueur.
- Le rapport démontre que les INDC indiquent un ralentissement significatif de la croissance des émissions atteint de manière rentable, qui rend possible et abordable le maintien de la hausse des températures en dessous de 2 degrés d'ici 2030.



- En plus de leur impact sur les émissions par personne, le rapport révèle que les INDC devraient ralentir la croissance des émissions d'environ un tiers pour la période 2010-2030 comparativement à 1990-2010, ce qui correspond à des réductions d'émissions d'environ 4Gt d'ici 2030 par rapport aux scénarios précédant les INDC.
- Bien que le rapport n'évalue pas les impacts sur la hausse des températures, l'analyse faite par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) suggère que les INDC peuvent mettre le monde sur la voie d'une augmentation de 2,7 degrés Celsius des températures au cours de ce siècle.
- Les INDC de tous les pays industrialisés et de nombreux pays en développement sont inconditionnelles. Les contributions conditionnelles représentent environ 25% de la portée de la réduction des émissions.
- Toutes les INDC couvrent le dioxyde de carbone (CO₂) et plusieurs couvrent aussi le méthane, l'oxyde d'azote et d'autres puissants gaz à effet de serre.

Les INDC indiquent une transformation économique majeure

Les INDC présentent des politiques climatiques, des programmes et des mesures déployés sur de nombreux secteurs, comme la décarbonisation de l'approvisionnement énergétique, principalement par une transition massive vers l'énergie renouvelable, des gains d'efficacité énergétique, une gestion améliorée des terres, la planification urbaine et le transport.

- Elles reflètent la confiance croissante des gouvernements dans la réponse mondiale par des dizaines de milliers d'entreprises et d'investisseurs ainsi que des milliers de maires et autorités locales qui voient leur avenir durable construit sur cette transformation.



Un rapport connexe qui sera publié en novembre par le secrétariat de la CCNUCC - *Climate Action Now, résumé pour les décideurs politiques* - mettra en lumière l'énorme potentiel de réduction des émissions et les multiples bénéfices économiques rendus possibles par des politiques climatiques réussies, dans divers secteurs d'importance, allant de l'énergie au transport et des édifices aux forêts.

- Plus de la moitié des INDC incluent aussi la perspective à long terme d'une transition vers une croissance économique fondée sur un développement hautement résilient et sobre en émissions. Plusieurs prévoient la quasi-neutralité climatique d'ici 2050, ce qui correspond au point où les émissions humaines résiduelles seront absorbées par les systèmes naturels, stockées ou utilisées.

La mise en œuvre des INDC souscrit à l'accomplissement des nouveaux Objectifs de développement durable. En effet, réaliser ces INDC sera un facteur déterminant dans le succès de ces objectifs qui ne survivraient pas à un futur d'impacts climatiques extrêmes.

- Reflétant le besoin de tenir compte des changements climatiques existants dans leurs planifications nationales, 100 INDC incluent des mesures de réduction de la vulnérabilité et de renforcement de la résilience.

Les pays qui ont inclus des éléments d'adaptation dans leurs INDC structurent leurs efforts grâce à un certain nombre d'instruments, dont des lois et règlements sur le changement climatique ainsi que des plans nationaux ou sectoriels et des stratégies. Les secteurs les plus préoccupants sont les ressources hydrauliques, l'agriculture, la santé, les écosystèmes et la foresterie.

Les INDC et Paris: Lancement de l'action mondiale à long-terme

Le nouvel accord sur le changement climatique qui sera conclu à Paris peut ancrer les INDC en matière de reconnaissance, de responsabilité et de soutien adéquat qui encourageront une ambition nécessaire et plus élevée qui doit émerger.



Parce qu'une plus grande action sera nécessaire avec le temps, il est important de noter que les INDC n'indiquent en rien un niveau des émissions mondiales fixe en 2030. Beaucoup de pays dépasseront les objectifs qu'ils se sont fixés en se basant sur ce qui est possible de réaliser aujourd'hui.

Les contributions nationales peuvent être revues à la hausse avec le temps, particulièrement au vu de la mobilisation du financement climatique et d'autres formes de coopération multilatérale catalysées par le nouvel accord de Paris, qui permettront aux gouvernements d'aller plus loin et plus vite, même avant 2030.

Pour plus de renseignements

À propos de la CCNUCC

Avec 196 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) jouit d'une adhésion presque universelle et accueille le Protocole de Kyoto de 1997 sous son égide. Le Protocole de Kyoto a été ratifié par 192 des Parties de la CCNUCC. Pour la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, 37 états formés de pays industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter leurs émissions et de respecter leurs engagements de réduction. À Doha en 2012, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto a adopté un amendement au Protocole de Kyoto, qui établit la deuxième période d'engagement au titre du Protocole. L'objectif suprême des deux traités est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.

Voir aussi: <http://unfccc.int/>

Suivez la CCNUCC sur Twitter: [@UNFCCC](https://twitter.com/UNFCCC) | Español: [@CMNUCC](https://twitter.com/CMNUCC) | Français: [@CCNUCC](https://twitter.com/CCNUCC)

Suivez la Secrétaire exécutive de la CCNUCC Christiana Figueres sur Twitter: [@CFigueres](https://twitter.com/CFigueres)

CCNUCC sur Facebook: facebook.com/UNclimatechange



Page 7

Contacts pour la presse:

Nick Nuttall, Porte-parole de la CCNUCC: +49 228 815 1400 (fixe), +49 152 0168 4831
(portable) nnuttall@unfccc.int

John Hay, Chargé de communication: +49 228 815 1404 (fixe), +49 172 258 6944 (portable)
jhay@unfccc.int

Bureau de presse de la CCNUCC: press@unfccc.int